

## *Fiche de l'IRSEM n°37*

### **La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie.**

Živilė KALIBATAITĖ

Pour citer ce document :

Živilė KALIBATAITĖ, *La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie*, Fiche de l'IRSEM n°37, mars 2015

**AVERTISSEMENT**

*Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs.*

*Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense.*

« La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie. »

---

La Lituanie doit faire face à l'accentuation des tensions dans sa région. La crise ukrainienne, la grande réforme militaire russe lancée en 2008<sup>1</sup>, impliquant le remodelage de l'équilibre militaire régional<sup>2</sup>, ou encore l'accroissement des intrusions russes dans l'espace aérien balte<sup>3</sup> sont quelques-uns des indicateurs de l'augmentation des troubles de la sécurité dans la région. La crainte lituanienne face à ces changements se traduit par le renforcement de l'intérêt porté aux questions militaires, à l'instar de la récente décision du Conseil de défense<sup>4</sup> de rétablir le service militaire, abrogé en 2008. Il serait ainsi illusoire de penser que les inquiétudes sécuritaires de ce petit pays de la région de la mer Baltique se sont effacées suite à sa double intégration, à l'UE et l'OTAN, en 2004. Effectivement, la Lituanie a dû repenser sa politique étrangère et de sécurité après 2004, mais globalement son objectif demeure le même, à savoir assurer sa sécurité nationale face aux enjeux régionaux. Toutefois, une autre caractéristique de sa politique extérieure post-2004 doit être remarquée : la recherche d'affirmation, voire de *leadership* régional. La conjugaison de ces deux éléments attire ainsi l'attention sur le rôle de la coopération régionale dans la démarche stratégique de ce petit pays européen.

La qualification de la Lituanie en tant que petit pays se justifie par deux types de critères : quanti-comparatifs<sup>5</sup> et (auto)perceptifs<sup>6</sup>. Premièrement, la Lituanie est incontestablement un petit État

---

<sup>1</sup> Kaspar Mazitans, "Russian Armed Forces Military Reforms and Capability Development (2008-2012)", *Baltic Security & Defence Review*, 2014, vol. 16, n° 1, p. 5-45.

<sup>2</sup> Margarita Šešelgytė, "Security in the baltic sea region: "island of peace" or a potential battle ground?", in Andris Spruds & Karlis Bukovskis, *Security of the Broader Baltic Sea Region: Afterthoughts from the Riga Seminar*, Latvian Institute of International Affairs, Riga, 2014, p. 19-21.

<sup>3</sup> Richard Milne, Sam Jones and Kathrin Hille, "Russian air incursions rattle Baltic states", *Financial Times*, 24 septembre 2014, disponible en ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/9d016276-43c3-11e4-baa7-00144feabdc0.html#axzz3H9qplpQQ>, consulté le 10 octobre 2014.

<sup>4</sup> Selon la décision du Conseil de défense du 24 février 2014 « *il est nécessaire de rétablir temporairement, pendant une période de cinq ans, le service militaire obligatoire et de recruter chaque année pour une période de neuf mois environ 3500 citoyens lituaniens en âge d'être appelés, soit seulement 1,7 % de conscrits potentiels* », Déclaration de la Présidente suite à la réunion du Conseil de défense nationale concernant l'organisation des forces armées, 24 février 2014, disponible en ligne : <https://www.lrp.lt/fr/centre-de-presse/communiquis-de-presse/dclaration-de-la-prsidente-suite-la-runion-du-conseil-de-dfense-nationale-concernant-lorganisation-des-forces-armes/22207>. Si cette décision reçoit l'approbation du Parlement, les premiers appelés seront convoqués dès l'été 2015.

<sup>5</sup> Les critères quanti-comparatifs comprennent des données objectives (superficie et population) d'un État mises en perspective avec celles des autres États de la région (et en premier lieu les États voisins). Une telle approche s'inspire du premier courant des études des petits États représenté par David Vital qui mettait l'accent sur l'importance des critères quantifiables (superficie, population, PNB). Cf. David Vital, *The Inequality of States: A Study of the Small Power in International Relations*, Oxford, Clarendon Press, 1967 ; Ronald P. Barston, "The External Relations of Small states", in August Schou et Arne Olav Brundtland, *Small states in international relations: Nobel Symposium 17*, Stockholm, Almqvist & Wiksell, 1971, p. 39 - 56.

<sup>6</sup> Ce critère implique l'approche psychologique des études des petits États qui accentue l'importance de la prise en compte de la perception dans la politique étrangère et de sécurité pour la définition de petit État. Cf. Jeanne A. K. Hey (dir.), *Small states in world politics: explaining foreign policy behavior*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2003 ; Laurent Goetschel, *Small states inside and outside the European Union: interests and policies*, Boston, Kluwer Academic Publishers, 1998.

« La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie. »

---

comparée à ses voisins en termes de critères objectifs. Si sa population de moins de trois millions d'habitants<sup>7</sup> et sa superficie de 65 300 km<sup>2</sup> sont relativement similaires aux deux autres pays baltes<sup>8</sup>, elle se distingue en effet très nettement de ses autres voisins que sont la Pologne, la Biélorussie et surtout la Russie (voisine *via* l'oblast de Kaliningrad) qui possèdent des superficies et des populations plus élevées<sup>9</sup>. D'autre part, la qualification de la Lituanie en tant que petit État est très fréquente dans le discours politique et médiatique interne comme externe. Une telle considération est surtout évidente dans l'analyse des relations lituano-russes. Dans ce cas, la Lituanie se perçoit et est perçue en tant que partie la plus faible de cette relation asymétrique<sup>10</sup>.

Or la qualification de cet État balte en tant que « petit pays » est essentielle pour l'analyse de ses enjeux et stratégies de sécurité. En effet, le cadre régional sert pour définir la petitesse mais aussi pour identifier et étudier la démarche stratégique d'un petit État<sup>11</sup>. Tout en étant influencés par des caractéristiques géographiques, leur perception des menaces et leur histoire, les petits États cherchent à assurer leur sécurité soit par leurs propres moyens (se traduisant souvent par l'option de la neutralité) ou bien encore par l'élaboration d'une posture proactive dont le but est d'agrandir leur influence tout en bénéficiant de la protection provenant des autres États<sup>12</sup>.

Dans le cas de la Lituanie, l'option de la neutralité a été évoquée suite au rétablissement de l'indépendance en 1990 mais rapidement abandonnée car jugée insuffisante pour assurer la sécurité et l'autonomie vis-à-vis de la Russie<sup>13</sup>, d'autant plus que son expérience déplorable durant l'entre-deux-guerres en a dissuadé la classe politique lituanienne<sup>14</sup>.

---

<sup>7</sup> Selon les données du département des statistiques de Lituanie, la population du pays en janvier 2014 était de 2 943 472 habitants, disponible en ligne : <http://osp.stat.gov.lt/>, consulté le 24 octobre 2014.

<sup>8</sup> Lettonie – 2 001 468 hab/ 64 573 km<sup>2</sup> (2014, source : Bureau central des statistiques de Lettonie, disponible en ligne : <http://www.csb.gov.lv/>, consulté le 24 octobre 2014) ; Estonie – 1 315 819 hab/ 45 226 km<sup>2</sup> (2014, source : L'agence des statistiques d'Estonie, disponible en ligne : <http://www.stat.ee/en>, consulté le 24 octobre 2014).

<sup>9</sup> Pologne – 38 530 725 hab/ 312 679 km<sup>2</sup> ; Biélorussie – 9 466 000 hab/207 560 km<sup>2</sup> ; Russie – 143 499 861 hab/ 17 098 242 km<sup>2</sup> (données de la Banque mondiale, 2013, disponible en ligne : <http://databank.banquemondiale.org/>, consulté le 24 octobre 2014).

<sup>10</sup> La définition de la petitesse en termes relationnels a été proposée par Haluk B. Gerger, puis développée par Clive Archer, Alyson J. K. Bailes et Anders Wivel. Cf. Haluk B. Gerger, "Small states: a tool for analysis", *Turkish Yearbook of international relations*, n° 15, 1975, p. 77-90 ; Clive Archer, Alyson J. K. Bailes et Anders Wivel (dir.), *Small states and international security: Europe and beyond*, London, New York, Routledge, coll. "Routledge advances in international relations and global politics", 2014.

<sup>11</sup> Pour l'exploitation du niveau régional dans l'analyse des problématiques de sécurité il faut se référer aux travaux de Barry Buzan et Ole Weaver, cf. Barry Buzan & Ole Weaver, *Regions and powers: the structure of international security*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, coll. "Cambridge studies in international relations", n° 91, 2003.

<sup>12</sup> Alyson Bailes, Jean-Marc Rickli & Baldur Thorhallsson, *op. cit.*, p. 32.

<sup>13</sup> Matthieu Chillaud, *Les pays baltes en quête de sécurité*, Paris, Economica, Institut de stratégie comparée, coll. « Bibliothèque stratégique », 2009, p. 64-65.

<sup>14</sup> Gražina Miniotaitė, "Lithuania's Evolving Security and Defence Policy. Problems and Prospects", *Lithuanian Annual Strategic Review 2006, 2007*, p. 179.

« La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie. »

---

L'approche proactive, autrement dit coopérative, a caractérisé par conséquent sa démarche stratégique post-Guerre froide<sup>15</sup>.

Les enjeux de sécurité auxquels doit faire face ce petit pays balte sont multiples. Ils correspondent d'une part à la dimension élargie de la sécurité avec des problématiques énergétiques, sociétales, cybernétiques<sup>16</sup> ou encore environnementales. D'autre part, la dimension traditionnelle de la sécurité demeure aussi importante dans sa démarche stratégique<sup>17</sup>. En effet, les pays baltes, d'une manière générale, « continuent à définir leurs relations avec Moscou sur le principe d'« équilibre des puissances »<sup>18</sup> et leur dégradation est considérable depuis les événements en Ukraine qui ont débuté avec la « révolte de Maïdan » en 2013.

Face à ces enjeux, la Lituanie cherche à bénéficier des garanties de sécurité des instances occidentales, dont l'OTAN en premier lieu. Cependant, son activisme en matière de coopération régionale ne doit pas être omis et négligé, d'autant plus que les questions de sécurité d'un petit État se conjuguent avant tout à ce niveau-là. Un petit État perçoit en effet les menaces d'abord géographiquement proches<sup>19</sup>. Ainsi la question du rôle des différents formats de coopération régionale dans la démarche stratégique lituanienne peut être soulevée. L'enjeu est d'identifier la place attribuée à la coopération régionale dans l'accomplissement des stratégies de sécurité de l'État lituanien.

### État des lieux de l'architecture de la coopération régionale

Bien que la perception de l'espace géographique qui délimite la région de la Baltique change en fonction de chaque acteur<sup>20</sup>, elle est considérée comme « la région du monde la plus structurée institutionnellement »<sup>21</sup>. Plusieurs cercles de coopération y cohabitent et ils permettent de répondre, au moins partiellement, aux enjeux de sécurité auxquels est confrontée la Lituanie.

---

<sup>15</sup> Gediminas Varvuolis, « La politique de stabilité durable de la Lituanie », dans Nathalie Blanc-Noël (dir.), *La Baltique, une nouvelle région en Europe*, Paris, France, L'Harmattan, coll. « Pouvoirs comparés », 2002, p. 145.

<sup>16</sup> Mindaugas Jurkynas, , *op.cit.*, p. 113.

<sup>17</sup> La stratégie de sécurité nationale de 2012 évoque le danger pouvant venir des menaces extérieures étatiques, tout en soulignant l'inexistence de la menace directe à sa souveraineté et l'intégrité territoriale.

<sup>18</sup> Holger Mölder, "The Cooperative Security Dilemma in the Baltic Sea Region", *Journal of Baltic Studies*, vol. 42, n° 2, juin 2011, p. 144.

<sup>19</sup> Jeremy W. Lamoreaux et David J. Galbreath, "The Baltic States As 'Small States': Negotiating The 'East' By Engaging The 'West'", *Journal of Baltic Studies*, vol. 39, n° 1, mars 2008, p. 6.

<sup>20</sup> Vincent Simoulin, « Les espaces coopératifs dans la Baltique », dans Nathalie Blanc-Noël (dir.), *op. cit.*, p. 81.

<sup>21</sup> Philippe Perchoc, *Les États baltes et le système européen (1985- 2004). Être Européens et le devenir*, P.I.E. Peter Lang., Bruxelles, 2014, p. 219.

« La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie. »

---

La région de la mer Baltique réunit des États ayant des situations et des approches de sécurité diversifiées<sup>22</sup> ce qui débouche sur des statuts politico-stratégiques différents<sup>23</sup>.

Néanmoins, un véritable réseau de coopération s'établit dans cette zone hétérogène. La Lituanie est impliquée dans trois formes de relations multilatérales<sup>24</sup> dans la région : interrégionale, balto-nordiques et inter-baltes.

### *Coopération régionale autour des enjeux de la sécurité élargie*

Le Conseil des États de la mer Baltique (CEMB) et la Stratégie de l'Union européenne pour la région de la mer Baltique (EUSBSR<sup>25</sup>) sont deux initiatives majeures de coopération multilatérale dans la région. Créé en 1992, le CEMB regroupe onze membres<sup>26</sup> et dix États observateurs<sup>27</sup> et fonctionne comme une organisation parapluie coordonnant les différentes activités régionales, à l'exception du domaine militaire. Il sert avant tout de forum<sup>28</sup> aux acteurs en présence, notamment en vue d'accroître la sécurité<sup>29</sup> dans cet espace, et permet en particulier à la Lituanie et aux deux autres pays baltes d'entretenir des liens avec la Russie. Quant à l'EUSBSR, il s'agit de la première macro-région européenne lancée en 2009 qui regroupe huit pays membres<sup>30</sup> dans le but d'établir une meilleure coordination entre les différents projets touchant la région de la mer Baltique afin qu'elle puisse profiter d'un développement plus équilibré.

### *Coopération stratégique balto-nordique*

Le deuxième mode de coopération multilatérale auquel prend part la Lituanie est celui regroupant les pays nordiques<sup>31</sup> et les trois pays baltes. Malgré la pluralité des identités (scandinave, nordique, balte, centro-européenne...) et les différences politico-stratégiques rendant impossible

---

<sup>22</sup> Stephan Martens, *op. cit.*, p. 34.

<sup>23</sup> Matthieu Chillaud, *op. cit.*, p. 232.

<sup>24</sup> Il s'agit de trois formes prépondérantes. Toutefois, il est important de souligner que la Lituanie fait également partie d'autres formats de coopération militaire au sein de sa région, à l'instar de la brigade polono-lituanienne LITPOLUKBIF dont la création a été annoncée en automne 2014, mais dont le projet initial remontait déjà à 2007.

<sup>25</sup> *Angl.* - EU Strategy for the Baltic Sea Region

<sup>26</sup> Danemark, Estonie, Islande, Lettonie, Pologne, Lituanie, Norvège, Russie, Finlande, Suède, Allemagne et la Commission européenne.

<sup>27</sup> Biélorussie, Espagne, Italie, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, Pays-Bas, France, Roumanie, Slovaquie et Ukraine.

<sup>28</sup> Philippe Perchoc, *op. cit.*, p. 226.

<sup>29</sup> Vincent Simoulin, *op. cit.*, p. 95.

<sup>30</sup> Suède, Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Lettonie, Lituanie et Pologne.

<sup>31</sup> Islande, Danemark, Finlande, Suède, Norvège.

« La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie. »

---

une vision commune de la sécurité<sup>32</sup>, la coopération entre ces pays est importante et très recherchée, surtout par les pays baltes. Suite au rétablissement de leur indépendance et avant leur intégration à l'OTAN et à l'UE, ces derniers ont en effet beaucoup profité de l'expertise stratégique des pays nordiques<sup>33</sup>. La coordination de la coopération en matière de défense et de sécurité s'effectuait surtout au sein du Forum balte d'assistance mutuelle (BALTSEA<sup>34</sup>) fondé en 1997.

Actuellement, la coopération balto-nordique s'exprime principalement dans le cadre du Nordic-Baltic 8<sup>35</sup> (NB8) sous la forme de rencontres régulières entre les premiers ministres et les ministres des Affaires étrangères des pays concernés sur divers domaines (politique, défense, culture, justice et transport). Initiée en 1992 sous la forme de « tutorat »<sup>36</sup>, cette coopération a connu un changement qualitatif<sup>37</sup> important depuis 2004 et s'effectue désormais sur une base beaucoup plus égalitaire.

La coopération balto-nordique a en tout cas pour principal avantage de faciliter l'élaboration d'orientations stratégiques plus sensibles parce que la Russie en est exclue.

#### *Coopération inter-balte dans le domaine de la défense*

Depuis qu'ils ont retrouvé leur indépendance, les pays baltes ont toujours été préoccupés par les menaces pour leur sécurité venant de l'Est<sup>38</sup>. Cependant, le développement général de la coopération inter-balte a surtout été étroitement lié à la volonté des organisations internationales de voir ces pays coopérer entre eux<sup>39</sup>.

Deux institutions sont ainsi créées au niveau ministériel et parlementaire dans les années 1990 : le Conseil ministériel balte (1994) et l'Assemblée baltique (1991). Elles ont des fonctions de coordination et de consultation dans plusieurs domaines (défense, environnement, transport, énergie et questions internes) mais les résultats de leurs actions demeurent assez faibles<sup>40</sup>.

---

<sup>32</sup> Karlis Neretnieks, "The Baltic states and northern security", in Alyson J. K. Bailes, Gunilla Herolf et Bengt Sundelius (dir.), *The Nordic countries and the European security and defence policy*, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford, New York, SIPRI ; Oxford University Press, 2006, p. 362.

<sup>33</sup> Matthieu Chillaud, *op. cit.*, p. 233-241.

<sup>34</sup> *Angl.* - Baltic Security Assistance Forum.

<sup>35</sup> Les cinq pays nordiques et les trois pays baltes.

<sup>36</sup> Philippe Perchoc, *op. cit.*, p. 222-223.

<sup>37</sup> Eitvydas Bajarūnas, "Cooperation of Nordic-Baltic Countries in the Areas of Security and Defence", *Lithuanian Annual Strategic Review*, vol. 11, n° 1, 1<sup>er</sup> janvier 2013, p. 111.

<sup>38</sup> Arūnas Molis, "Baltic military cooperation: past, present and the future", *Lithuanian Foreign Policy Review*, 2009, p. 29.

<sup>39</sup> Philippe Perchoc, *op. cit.*, p. 222.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 221.

« La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie. »

---

Les États baltes étant confrontés à des menaces de sécurité similaires, pour ne pas dire identiques, c'est dans le domaine de la défense que les initiatives de coopération sont les plus significatives. Elles ont été mises en place pour la plupart dans les années 1990 et leur ont permis de se familiariser avec le processus de coopération internationale et de développer l'interopérabilité entre eux<sup>41</sup>, c'est-à-dire la capacité à mener des opérations conjointes. Cette coopération s'articule autour de plusieurs projets « BALT » : le bataillon balte destiné à la préparation des opérations de maintien de la paix (BALTBAT, 1994) ; l'escadrille navale balte créée principalement pour mener des activités de déminage (BALTRON, 1997) ; le Collège de défense assurant la formation des officiers supérieurs des forces armées (BALDEFCOL, 1998) et enfin le réseau de surveillance aérienne balte (BALNET, début du projet en 1996 et lancement en 2000).

Malgré la pertinence de ces projets au moment de leur création, la coopération militaire inter-balte s'est ralentie depuis 2004<sup>42</sup> et les trois États se sont depuis tournés davantage vers l'OTAN et l'UE ou ont privilégié le format de coopération bilatérale.

En effet, le niveau régional, bien que riche en initiatives, ne permet pas à lui seul de consolider la sécurité lituanienne. La nécessité de coopération régionale demeure cependant assez présente dans le discours des autorités politiques lituaniennes. C'est d'une part au niveau régional que le pays peut développer une véritable stratégie d'affirmation afin de consolider sa position auprès de la superpuissance américaine. D'autre part, les impératifs géopolitiques, ainsi que les limites structurelles de l'État lituanien dues à sa petitesse, l'obligent à orienter sa défense vers plus de spécialisation et donc de coopération.

### L'exploitation de la coopération régionale à des fins stratégiques

Les États-Unis demeurant le garant principal de la sécurité lituanienne, l'idée d'un désengagement américain du continent européen ne peut qu'inquiéter les autorités de ce petit pays. Face à cette situation, l'affirmation régionale lituanienne s'intègre dans sa démarche stratégique visant à consolider ses acquis sécuritaires.

---

<sup>41</sup> Tomas Jermalavičius, "Baltijos valstybių karinis bendradarbiavimas: skyrybos ar santuoka", in Dovilė Jakniūnaitė (dir.), *Beieškant NATO Lietuvoje: pasiekimai, nesėkmės, perspektyvos: straipsnių rinkinys*, Vilnius, 2010, p. 86.

<sup>42</sup> Il faut toutefois souligner qu'elle s'est légèrement renouvelée suite à la guerre en Géorgie en 2008 et la crise économique, cf. Riina Kaljurand, Karlis Neretnieks, Bo Ljung et Julian Tupay, *Developments in the Security Environment of the Baltic Sea Region up to 2020* [Rapport], Tallinn, International Centre for Defence Studies, 2012, p. 56.

« La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie. »

---

*Les implications de la petitesse dans la démarche stratégique lituanienne : la quête de défense collective à travers l'affirmation régionale*

En raison de sa petitesse et des enjeux de sécurité qui pèsent sur elle, la Lituanie développe une stratégie multidirectionnelle de sécurité. Elle s'appuie à la fois sur la région et sur sa spécialisation en termes géostratégiques afin de mettre en place une véritable stratégie d'affirmation.

Une sorte de *vacuum* stratégique dans la politique étrangère et de sécurité de la Lituanie apparaît après sa double adhésion à l'UE et l'OTAN en 2004<sup>43</sup>. C'est au même moment que le discours sur le *leadership* régional et la Lituanie en tant qu'« État-centre régional » émerge sur la scène politique, médiatique et diplomatique<sup>44</sup>. Cependant, sans les capacités militaires ni économiques suffisantes pour établir et assurer véritablement un rôle de *leadership*, cette narration sert surtout à construire l'identité internationale de la Lituanie<sup>45</sup>. L'activisme lituanien dans les différents formats de coopération régionale ne fait que souligner cette idée. Toutefois, le discours sur l'importance de la coopération régionale dépasse parfois les résultats tangibles, comme l'illustre le ralentissement de la coopération inter-balte après 2004.

Par ailleurs, l'affirmation régionale, et la coopération plus généralement, s'inscrit dans la nécessité de développer les capacités de la sécurité collective. C'est ainsi que la coopération inter-balte était perçue dès sa mise en place comme une sorte d'entraînement aux règles de la sécurité collective recherchée auprès de l'OTAN. Ce besoin de bénéficier des garanties provenant de la sécurité collective est étroitement lié à la petitesse de l'État lituanien. Dès le rétablissement de son indépendance, la question de l'utilisation des ressources allouées à la défense nationale a été posée<sup>46</sup> et demeure toujours pertinente, notamment suite à leur contraction avec la crise financière et économique<sup>47</sup>. De ce fait, tout en étant proactive, la politique de défense lituanienne s'avère non-offensive et donc implicitement dirigée vers la sécurité collective<sup>48</sup>.

---

<sup>43</sup> Jurgis Gurstis, "New foreign Policy of Lithuania After Membership in EU and NATO", *Research Papers n° 6, Centre Européen de recherche internationale et stratégique*, 2006, p. 17.

<sup>44</sup> Par exemple lors de son discours à la Conférence des Ambassadeurs en 2005, le ministre des Affaires étrangères Antanas Valionis évoque cette idée à plusieurs reprises, cf. "užsienio reikalų ministro antano valionio kalba Ir diplomatinų atstovybių vadovams", 9 mai 2005, disponible en ligne : <http://www.urm.lt/default/lt/naujienos/uzsienio-reikalų-ministro-antano-valionio-kalba-ir-diplomatiniu-atstovybiu-vadovams>, consulté le 24 octobre 2014.

<sup>45</sup> Gražina Miniotaitė, "Europos normatyvinė galia ir Lietuvos užsienio politika", *Politologija*, 2006, n° 3, p. 4.

<sup>46</sup> Arūnas Molis, *op. cit.*, p. 31.

<sup>47</sup> Les dépenses militaires de la Lituanie (en pourcentage de son PIB) : 1993 – 0,8 % ; 2001 – 1,4 % ; 2004 – 1,2 % ; 2013 – 0,8 %, source : SIPRI Military Expenditure Database, disponible en ligne :

[http://www.sipri.org/research/arm\\_aments/milex/milex\\_database](http://www.sipri.org/research/arm_aments/milex/milex_database), consulté le 24 octobre 2014.

<sup>48</sup> Bjord Moller, "Small States, Non-Offensive Defence and Collective Security", in Efraim Inbar et Gabriel Sheffer (dir.), *The national security of small states in a changing world*, London ; Portland, OR, Frank Cass, 1997, p. 130-131.

« La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie. »

---

C'est dans ce sens que la question de la spécialisation et de la priorisation dans le domaine de la défense se pose. Le concept de *Smart Defence* exposé au sommet de l'OTAN à Chicago, en 2012, est pour le moins très attractif pour la Lituanie. En effet, la sécurité d'une partie des petits États « est liée au succès du système de la défense collective, et pour certains d'entre eux, il s'agit de survie politique »<sup>49</sup>. Dans le cas lituanien, le développement de l'expertise en sécurité énergétique, concrétisé par la mise en place d'un Centre d'excellence de l'OTAN à Vilnius, ainsi que l'accueil de la mission de police du ciel<sup>50</sup> dans la base aérienne de Siauliai, au nord du pays, représentent un signal important de la concrétisation de la défense collective.

Par conséquent, la petitesse et la position géopolitique de la Lituanie ne permettent pas de considérer la coopération régionale comme une fin en soi pouvant assurer intégralement sa sécurité.

*L'utilisation de la dimension régionale dans la stratégie de consolidation de la sécurité nationale*

Sa présence dans les différents cercles de la coopération régionale permet à la Lituanie de consolider sa position auprès des États-Unis<sup>51</sup> ainsi qu'auprès des principales organisations occidentales. Le niveau régional a de ce fait un rôle instrumental en servant de vitrine à l'action de l'État lituanien. Toutefois, la coopération régionale a également une importance en soi en permettant de traiter les questions de sécurité élargie propres à la région de la mer Baltique.

L'importance du facteur russe et sa relation avec les pays baltes<sup>52</sup> demeurent primordiales dans la conception de la sécurité de l'État lituanien. Ses impératifs sécuritaires sont dominés par l'approche traditionnelle de la sécurité et par l'équilibre des menaces<sup>53</sup>. C'est ainsi que la Lituanie cherche à pérenniser les garanties de sécurité américaines afin d'assurer son indépendance vis-à-vis de la Russie. De ce fait, toute démarche stratégique lituanienne doit être vue comme une démarche de consolidation de la position déjà existante, puisque le partenariat américano-lituanien et les garanties proposées par la défense collective otanienne sont bel et bien existants. C'est dans cette optique que la Lituanie cherche à se montrer en tant que partenaire et interlocuteur fiable.

---

<sup>49</sup> Vaidotas Urbelis, "Implication of Smart Defence Initiative for Small Members of NATO", *Lithuanian Annual Strategic Review*, vol. 11, n° 1, 1<sup>er</sup> janvier 2013, p. 10.

<sup>50</sup> *Angl.* - "Baltic Air Policing"

<sup>51</sup> La coopération bilatérale avec les États-Unis, ainsi que leur soutien politique à la Lituanie au moment de la double intégration en 2004, sont particulièrement soulignés par le ministère de la défense lituanien, cf. "Dvišalis karinis bendradarbiavimas", disponible en ligne : [http://www.kam.lt/lt/tarptautinis\\_bendradarbiavimas/dvisalis\\_karinis\\_bendradarbiavimas\\_625.html](http://www.kam.lt/lt/tarptautinis_bendradarbiavimas/dvisalis_karinis_bendradarbiavimas_625.html), consulté le 24 octobre 2014.

<sup>52</sup> Renatas Norkus, *op. cit.*, p. 142-144.

<sup>53</sup> Pour la théorie de l'équilibre des menaces en Relations internationales, cf. Stephen M. Walt, *The Origins of Alliance*, Cornell University Press, 1990.

« La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie. »

---

L'activisme régional, tout comme sa participation à la guerre en Afghanistan et son soutien apporté au gouvernement américain au moment de la deuxième guerre d'Irak, s'inscrivent dans cette logique de consolidation de sa sécurité *via* son affirmation sur la scène régionale et internationale. En effet, la coopération régionale était dès le début subordonnée à l'intégration euro-atlantique<sup>54</sup> et son rôle n'a guère évolué depuis 2004.

Nonobstant ce rôle instrumental attribué à la coopération régionale dans le cas de la sécurité traditionnelle, son implication directe dans le traitement des problématiques de la sécurité élargie ne doit pas être omise. La coopération régionale est par exemple à même de mieux traiter la dimension environnementale de la sécurité. Les préoccupations écologiques liées à la mer Baltique et causées par les évolutions des secteurs militaires et nucléaires post-soviétiques<sup>55</sup>, ainsi que par ses caractéristiques géographiques<sup>56</sup>, nécessitent une réponse commune de la part de tous les acteurs de la région. C'est dans cette optique que les différents formats de coopération, à travers leur rôle de coordination, contribuent directement à l'amélioration du statut sécuritaire de l'État lituanien.

## Conclusion

La perception des menaces de ce petit pays européen majoritairement axée sur la dimension traditionnelle de la sécurité implique la recherche de garanties de sécurité auprès de la superpuissance américaine. Ce n'est pas pour autant que la coopération régionale est dépourvue de tout sens. La multitude des formats dans lesquels la Lituanie participe lui permet de s'affirmer régionalement afin de se rendre attractive et fiable auprès des organisations internationales occidentales et des États-Unis, perçus comme une des principales puissances structurantes du système international contemporain. D'autre part, c'est surtout au niveau régional que les problématiques de la sécurité élargie peuvent être traitées. La coopération régionale occupe ainsi un rôle à la fois direct et indirect dans la démarche stratégique lituanienne.

---

<sup>54</sup> Renatas Norkus, *op. cit.*, p. 158.

<sup>55</sup> Susanne Nies, « Quelle sécurité pour la région baltique ? », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2003, vol. 5, n° 1035, p. 67.

<sup>56</sup> Mer fermée et de faible profondeur, donc la régénération de l'eau est très faible.